

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 9 au 23 juillet 2026

Zoom : Argentine – Un excédent commercial record au premier semestre 2026 qui permet d'améliorer l'équilibre externe

Au premier semestre 2026, les exportations argentines (en biens) ont augmenté de +24,4 % en g.a. pour atteindre 49,5 Md USD, dynamisées avant tout par les exportations agricoles et d'hydrocarbures. Les exportations de produits primaires ont progressé de +24,4 % (à 12,6 Md USD), avec principalement une hausse des exportations de céréales (+16,4 % à 7,4 Md USD) sous l'effet de ventes records de maïs et blé. Les produits agro-industriels ont progressé de +15,1 % (à 15,8 Md USD), notamment tirés par les exportations d'huiles et graisses de soja (+22,1 % à 5,2 Md USD). Néanmoins, le véritable moteur de cette croissance reste la montée en puissance du secteur énergétique – portée par l'essor du gisement de *Vaca Muerta* – qui s'est accélérée, portée par renchérissement des cours des hydrocarbures au niveau mondial. Les exportations de combustibles et d'énergie ont ainsi augmenté de +42,5 % pour atteindre 7,6 Md USD. Plus globalement, les termes de l'échange ont été particulièrement favorables sur le semestre (+9,0 % pour le prix des exportations, contre -6,1 % pour le prix des importations).

LE CHIFFRE À RETENIR

13,9 Md USD

L'excédent commercial au S1 2026, plus grand que celui obtenu sur l'ensemble de 2025

Les importations ont, quant à elles, diminué de -3,9 % en g.a. pour atteindre 35,5 Md USD, pâtissant d'une demande interne atone. Les importations de biens de consommation n'ont ainsi progressé que de +1,8 % sur le semestre (à 5,3 Md USD). Le repli est encore plus marqué dans le secteur industriel, reflétant les difficultés rencontrées par ce dernier depuis plusieurs mois : les importations de biens de capitaux (BK) – i.e les biens durables associés au processus de production – ont reculé de -7,2 % (à 6,8 Md USD) au S1 2026, et les pièces et accessoires pour les biens de capitaux de -21,6 % (à 6,1 Md USD).

À l'inverse des importations, les exportations ont augmenté vers la plupart des partenaires commerciaux. Elles ont été particulièrement dynamiques à destination de la Chine (+59,1 %, soit 9,9 % du total) et des États-Unis (+42,1 % pour 9,8 % du total), même si le Brésil (+4,0 %), reste le premier client de l'Argentine captant 12,6 % des exportations. Côté importations, la Chine (22,5 % du total) est redevenue le 1^{er} fournisseur de l'Argentine, devant le Brésil (21,5 % du total) et les États-Unis (9,2 % du total). Enfin, les exportations à destination de la France ont augmenté de +32,3 %, tandis que les importations en provenance de France ont diminué de -9,8 %, soit une baisse modérée des parts de marché (-0,03 pt). Le pays demeure toutefois l'un des premiers fournisseurs européens de l'Argentine.

L'obtention d'excédents commerciaux est un moteur crucial pour améliorer l'équilibre externe du pays. En effet, la capacité à générer des recettes en devises et à accumuler des réserves de change est un enjeu structurel en Argentine, compte tenu d'échéances de dette extérieure significatives. Pour rappel, l'Argentine a manqué les cibles d'accumulation de réserves de change à atteindre en juin et décembre 2025 dans le cadre du programme FMI, mais la Banque centrale a accumulé de manière plus proactive depuis début 2026 (près de 12,7 Md USD d'achats bruts à date).

Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2025	4,4%	2,5%	6,6%	1,8%
Inflation (g.a, fin de période)	2025	31,5%	3,5%	3,1%	3,7%
Solde budgétaire (% du PIB)	2025	0,2%	-2,8%	-2,0%	-4,1%
Solde courant (% du PIB)	2025	-1,1%	-1,2%	-3,5%	-0,4%
Dettes publique (% du PIB)	2025	78,8%	42,7%	41,7%	66,6%
Part de la dette publique libellée en devise étrangère	2025	55,0%	33,4%	82,0%	49,0%
Dettes extérieure (% du PIB)	2025	49,0%	77,6%	39,4%	57,7%
Taux de chômage (fin de période)	2025	7,5%	8,0%	3,6%	7,0%
Taux d'emploi informel	2024	51,6%	26,4%	67,4%	28,5%
Prévisions et anticipations (FMI)					
Inflation (g.a, fin de période)	2026	25,0%	3,6%	3,5%	4,5%
Inflation (g.a, fin de période)	2027	12,5%	3,0%	3,5%	4,5%
Croissance du PIB réel	2026	3,5%	2,4%	4,2%	1,8%
Croissance du PIB réel	2027	4,0%	2,6%	3,5%	2,6%
Pour mémoire					
PIB nominal (Md USD)	2025	681	355	49	86
Population (millions)	2024	47	20	7	4
IDH (valeur nominale et positionnement mondial)	2023	0,865 (47/193)	0,878 (45/193)	0,756 (99/193)	0,862 (48/193)
Notation souveraine (S&P / Fitch / Moody's)	2026	B-/B-/B3	A-/A-/A2	BBB-/BB+/Baa3	BBB+/BBB/Baa1

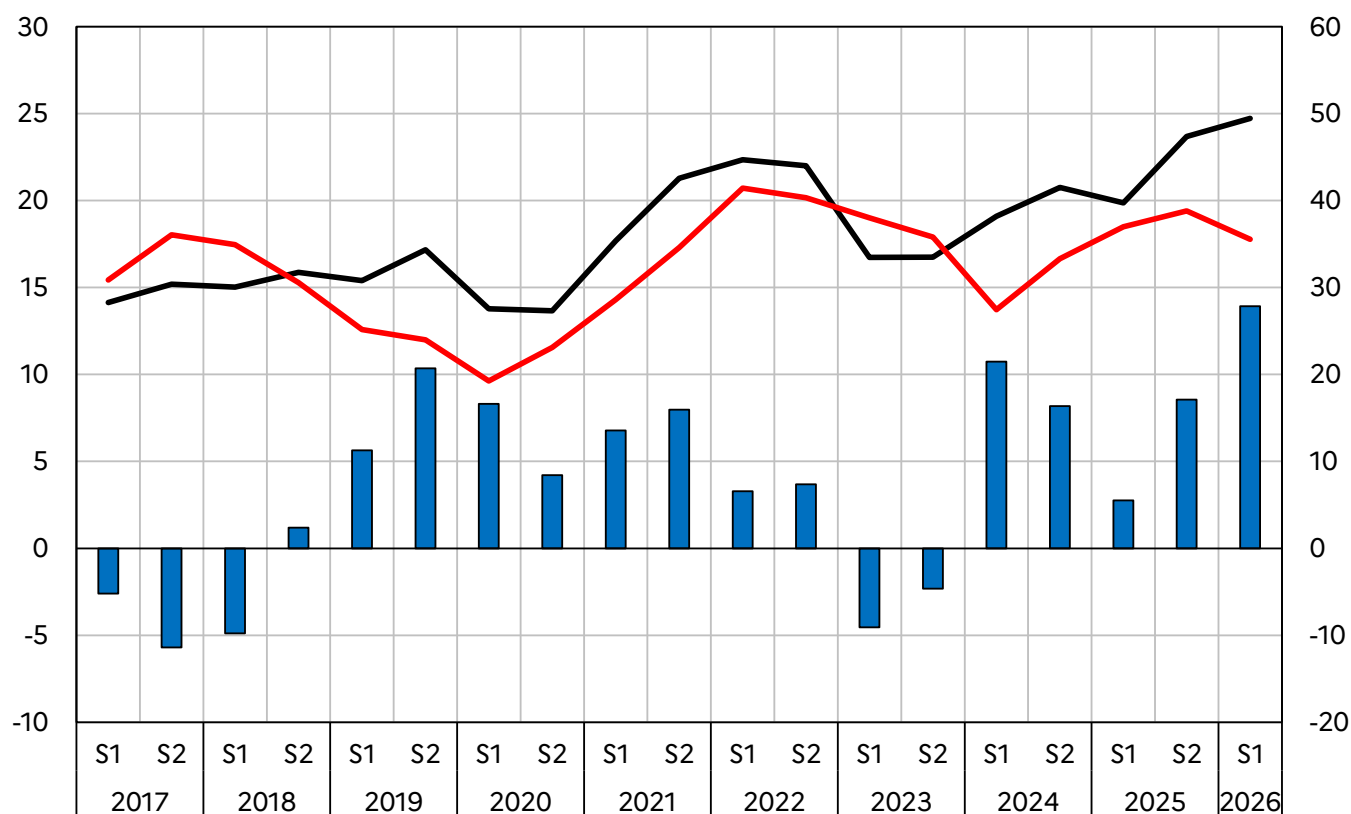
Sources : FMI, Instituts statistiques, Banques centrales, Ministères de l'Economie, OIT, ONU, agences de notation, SER Buenos Aires

Dernière mise à jour : 22/07/2026

Graphique de la semaine

Argentine : commerce extérieur semestriel (en biens, en Md USD)

■ Solde (éch. g.) — Exportations (éch. d.) — Importations (éch. d.)



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

REGIONAL

Déplacement de la directrice générale du FMI en Argentine et en Uruguay

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, effectuera une visite officielle en Argentine entre le lundi 27 et mardi 28 juillet. La presse rapporte que K.Georgieva s'entretiendra notamment avec le président Javier Milei et l'équipe économique. En parallèle, la fonctionnaire du FMI devrait se déplacer à *Vaca Muerta* dans la province de Neuquén afin de constater le potentiel du secteur des hydrocarbures en Argentine.

Puis, le 30 juillet 2026, K.Georgieva se déplacera à Montevideo à l'occasion des Journées Annuelles de l'Economie organisées par la Banque Centrale d'Uruguay (BCU). Son agenda prévoit des rencontres avec le président de la République, Yamandú Orsi, ainsi qu'avec le ministre de l'Économie et des Finances, Gabriel Oddone, et le président de la Banque Centrale (BCU), Guillermo Tolosa, qui exerce également la fonction de gouverneur de l'Uruguay auprès du FMI.

Cette visite s'inscrit dans la continuité d'une mission technique du FMI à Montevideo entre le 24 novembre et le 5 décembre 2025, à la demande de la banque centrale, afin d'appuyer la mise en œuvre de la politique monétaire et la gestion de la liquidité. Le FMI avait alors souligné que, malgré des progrès récents, l'économie restait freinée par un niveau élevé de dollarisation et par le manque de profondeur du marché monétaire en pesos.

Actuellement, l'Uruguay bénéficie toujours d'une assistance technique du FMI visant à renforcer le cadre budgétaire, améliorer l'efficacité de l'administration fiscale, perfectionner les instruments de politique monétaire et consolider les statistiques de balance des paiements. Selon la BCU, ces échanges doivent permettre d'approfondir le dialogue stratégique entre le pays et le Fonds sur les réformes économiques prioritaires, les leviers de renforcement de la résilience et la croissance durable.

ARGENTINE

Moody's améliore la notation souveraine de Caa1 à B3

L'agence de notation Moody's a amélioré la notation souveraine de l'Argentine d'un cran le 21 juillet 2026, de Caa1 à B3 (avec perspective positive). L'agence justifie cette amélioration par (i) la consolidation du processus de stabilisation macroéconomique, soulignant l'obtention d'excédents budgétaires (+0,2 % du PIB en 2025 après +0,3 % en 2024) qui permettent de mettre fin à la monétisation du déficit budgétaire, traditionnellement vecteur clef de l'inflation dans le pays, (ii) des avancées dans l'agenda de réformes du gouvernement (réforme du marché du travail, nouvelles dérégulations...), qui, selon l'agence, sont favorables pour le climat des affaires, et (iii) une amélioration de l'équilibre externe qui réduit les risques de défaut de paiement. L'agence souligne que cette amélioration est notamment portée par les performances spectaculaires des exportations (cf. *supra*) et par de grands projets d'investissements dans le cadre du régime d'incitation aux grands investissements (RIGI).

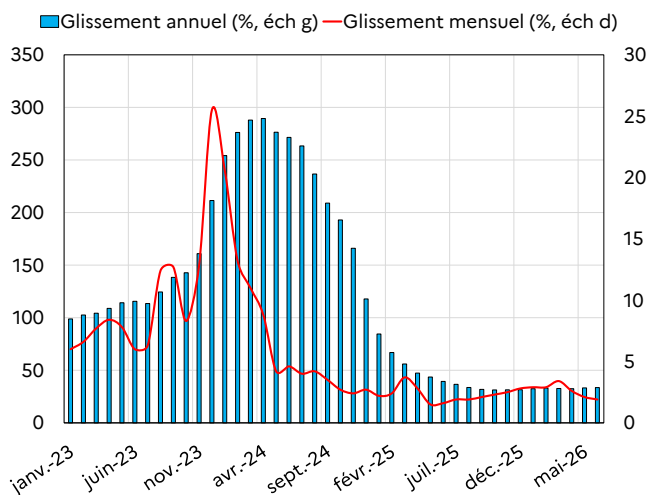
Toutefois, l'agence souligne que plusieurs défis continuent de contraindre la notation souveraine. Elle pointe en particulier les risques d'instabilité associés aux élections présidentielles d'octobre 2027. L'agence estime toutefois qu'une continuité de la politique économique reste probable, portée par l'adhésion sociale croissante de la population à une certaine orthodoxie économique. Enfin, elle note que le matelas de réserves de change demeure « relativement faible », bien que la politique d'accumulation de la Banque centrale réduise progressivement cette vulnérabilité (12,7 Md USD d'achats bruts en 2026).

Cette amélioration de notation souveraine de Moody's fait suite à celles réalisées par Fitch et S&P. En effet, Fitch avait amélioré la notation souveraine de l'Argentine le 5 mai 2026 de CCC+ à B-, suivie par S&P le 10 juin, rehaussant également de CCC+ à B-. Les trois grandes agences de notation sont désormais alignées sur le même niveau de notation souveraine, à six crans du « grade d'investissement ». Dans le sillage de ces rehaussements, le risque pays (indice EMBI JP Morgan) est en recul ces derniers mois, pour s'établir actuellement autour de 420pb.

Troisième baisse consécutive de l'inflation mensuelle (+1,9 % en g.m.)

En juin 2026, l'inflation s'est établie à +1,9 % en glissement mensuel, selon l'INDEC, marquant son troisième repli consécutif et son niveau le plus bas depuis août 2025. Ce résultat est conforme au consensus de marché, qui tablait sur une inflation autour de +2,0 %. En glissement annuel, l'inflation atteint +33,5 %, en légère hausse par rapport aux +33,2 % de mai.

Graphique : Évolution de l'inflation



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

L'inflation sous-jacente (excluant les prix saisonniers – fruits, légumes frais et tourisme – et réglementés – énergies et transports publics) a diminué de 0,3 p.p. par rapport à mai, pour s'établir à +1,6 %. De leur côté, les prix saisonniers ont enregistré la plus forte progression du mois (+3,4 %), sous l'effet de la hausse des légumes et du tourisme lié au début des vacances d'hiver. Les prix réglementés ont, quant à eux, augmenté de +2,3 %, portés par les hausses des tarifs de l'électricité et des transports publics.

L'écart entre l'augmentation de l'inflation des biens (+1,4 %, -0,6 p.p) et celle des services (+2,9 %, +0,4 point) continue de se creuser. La hausse de juin reste principalement portée par les loisirs et la culture (+4,2 %), les charges d'eau, d'électricité et de gaz (+3,3 %) et la santé (+2,9 %), reflétant la hausse des salaires nominaux et le versement d'une prime aux concierges, qui pèse directement sur les charges de copropriété. À l'inverse, les prix de l'alimentation et des boissons ralentissent nettement (-1,2 p.p.).

Pour juillet, le consensus de marché anticipe une inflation proche de 2 %, sous l'effet saisonnier

habituel des vacances d'hiver. À plus long terme, le maintien de l'équilibre budgétaire et l'orientation restrictive de la politique monétaire devraient continuer de soutenir la trajectoire de désinflation, avec une convergence attendue vers des niveaux plus bas au second semestre. Le consensus de marché anticipe une inflation à 12 mois de 22,3 %. La poursuite de la désinflation d'ici la fin de l'année restera toutefois conditionnée par trois facteurs clés : (i) l'évolution des prix des services : tant que leur augmentation dépasse le niveau général de l'inflation ils maintiennent un plancher difficile à franchir ; (ii) le taux de change : la hausse du dollar observée en juin (+5,2 % en g.m.) pourrait se répercuter sur les prix avec un temps de décalage ; et (iii) le taux d'intérêt : si la désinflation se poursuit, une potentielle baisse du taux d'intérêt pourrait avoir une incidence directe sur le coût du crédit et sur l'attrait relatif des avoirs en pesos face à un dollar qui, en juin, a évolué plus rapidement.

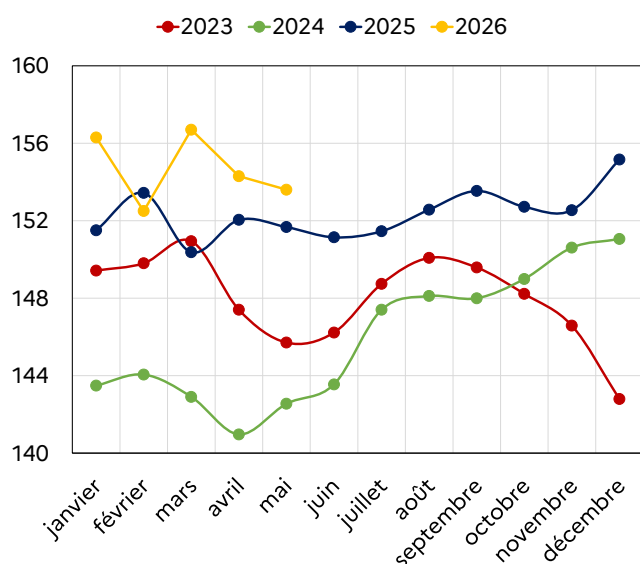
Nouvelle contraction de l'activité économique en mai (-0,5 % en g.m.)

L'indicateur mensuel d'activité économique (EMAE) publié par l'INDEC affiche un repli de -0,5 % en mai par rapport au mois précédent (données désaisonnalisées), marquant ainsi une deuxième contraction mensuelle consécutive. Ce résultat s'établit en deçà des attentes de marché qui anticipaient un rebond porté par les récoltes de soja et maïs. En effet, le secteur agricole a reculé par rapport au mois précédent, en dépit de la bonne tenue des secteurs de l'énergie et de la construction. En glissement annuel, la progression demeure quasi nulle (+0,2 %), confirmant une trajectoire de stagnation depuis février 2025. La dynamique sectorielle reste très hétérogène : l'agriculture (+4,6 % en g.a.) et le secteur minier énergétique (+15,7 % en g.a.) tirent la croissance, tandis que l'industrie manufacturière (-5,6 %) et le commerce (-4,3 %) pâtissent toujours de la faiblesse persistante de la demande interne et l'ouverture à la concurrence internationale.

Cette configuration traduit une reprise à deux vitesses, tirés par des secteurs à forte intensité capitaliste tandis que les secteurs en difficultés concentrent le plus de main-d'œuvre. Cette asymétrie continue de peser sur le marché du travail, l'emploi formel et les salaires réels. Selon un décompte de la fondation Fundar, 28 262 entreprises ont fait faillite depuis novembre 2023,

un niveau inédit pour un début de mandat présidentiel. Plusieurs La bonne tenue du secteur externe ne suffit pas, à ce stade, à se diffuser au reste de l'économie, en l'absence d'une demande intérieure robuste et d'un marché du travail en expansion.

Graphique : Évolution de l'indicateur mensuel d'activité économique (désaisonnalisé, base 100 = 2004)



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Le gouvernement argentin simplifie le régime d'exportations par voie postale afin de faciliter l'insertion internationale des petites entreprises

À travers le Décret 604/2026, le gouvernement argentin a approuvé un nouveau régime modernisant le système d'envois postaux internationaux et visant à faciliter les échanges commerciaux grâce à un allègement des coûts et des charges administratives. Ce décret s'inscrit dans un contexte plus large de libéralisation commerciale et d'abaissement des droits de douane qui jusqu'ici visait avant tout à faire baisser l'inflation importée.

Cette mesure prévoit un régime douanier simplifié pour soutenir les exportations par voie postale des petites entreprises et des vendeurs en ligne. En effet, en l'absence de réglementation spécifique pour l'exportation de marchandises à des fins commerciales par voie postale, les entrepreneurs et petites entreprises étaient jusqu'ici empêchés de commercialiser leurs produits par

l'intermédiaire de l'opérateur courrier officiel, les privant ainsi des procédures douanières simplifiées et des avantages dont ils bénéficieraient en vertu de la réglementation de l'Union postale universelle. Le décret 604/2026 vient ainsi combler ce vide juridique et établir que ces exportations ne seront pas soumises à des limites de valeur, afin d'offrir aux producteurs et aux commerçants argentins de nouvelles opportunités d'accès au marché international.

Le régime des importations par courrier est également simplifié et unifié : la franchise d'impôts, jusqu'ici différente selon l'opérateur utilisé (50 dollars via La Poste argentine contre 400 dollars via un courrier privé), est désormais unifiée à 400 dollars par envoi, dans la limite de cinq envois par an et par personne. Cette mesure s'inscrit dans la continuité de celles engagées fin décembre 2024 et début 2025 pour faciliter les importations. En décembre 2024, le gouvernement national avait ainsi relevé le plafond des achats par correspondance à l'étranger de 1 000 à 3 000 dollars et porté le seuil d'exemption de droits de douane à 400 dollars. Des différences persistaient néanmoins selon l'opérateur utilisé, ce que le décret 604/2026 rectifie aujourd'hui.

CHILI

Les fortes précipitations enregistrées depuis la mi-juillet ont entraîné des dégâts économiques estimés à près de 400 M USD

Depuis la mi-juillet, le Chili connaît un épisode météorologique exceptionnel. Un important flux d'humidité en provenance du Pacifique alimente de fortes précipitations qui ont touché dix des seize régions du pays. Ces intempéries ont causé treize décès, isolé jusqu'à près de 100 000 personnes au plus fort de l'épisode, et endommagé plus de 24 000 logements. Le gouvernement a décrété l'état de catastrophe dans les régions d'Atacama et de Coquimbo, ainsi que l'urgence agricole et sanitaire. Les premières évaluations chiffrent les dommages économiques à près de 400 M USD. Selon le cabinet Colliers, les pertes concerneraient principalement les infrastructures publiques (200 M USD), les habitations (150 M USD) et les actifs agricoles (50 M USD).

Les secteurs agricole et commercial figurent parmi les plus touchés, avec des perturbations

significatives de l'activité économique, une hausse transitoire des prix des produits frais et une possible baisse de 0,2-0,3% sur l'Imacec de juillet. Selon la Chambre nationale du commerce (CNC), les pertes du commerce de détail dans les 31 communes les plus affectées pourraient atteindre entre 14,3 M USD et 19 M USD, selon l'évolution des conditions météorologiques. Dans le secteur agricole, les inondations ont endommagé des surfaces cultivées de blé, d'avoine et d'orge entre les régions d'Atacama et du Biobío, ainsi que des infrastructures d'irrigation, notamment des canaux, des bassins de rétention et des équipements électriques. La chaîne logistique se trouve quant à elle perturbée par les routes coupées : plus de 600 camions demeuraient bloqués au passage frontalier du Christ Rédempteur entre le Chili et l'Argentine, fermé depuis une semaine. Certains marchés de la capitale affichaient déjà une baisse de 20% sur les arrivages de produits frais. Enfin, selon la Sonami, l'organisation professionnelle des entreprises du secteur minier chilien, plus de 600 petites et moyennes exploitations minières des régions d'Atacama et de Coquimbo demeuraient paralysées par les intempéries. Codelco avait, de son côté, activé préventivement les protocoles de sécurité afin de garantir la continuité opérationnelle sur les sites d'Andina et d'El Teniente et principalement l'accès des camions aux sites respectivement situé à 3000 et 2000 mètres d'altitude, qui pouvait se trouver entravé en raison des chutes de neiges.

Les précipitations auront néanmoins permis une reconstitution significative des réserves hydriques, ressource clef de la résilience du secteur agricole à moyen terme. Les barrages de La Paloma, Cogotí et Puclaro, situés dans la région de Coquimbo, ont accumulé plus de 100 millions de mètres cubes d'eau supplémentaires. Selon les autorités et les estimations relayées par Colliers, ces réserves permettraient d'assurer l'approvisionnement en eau pour l'irrigation et la consommation humaine pendant une période comprise entre deux et quatre ans, dans un contexte où cette région reste particulièrement et structurellement exposée au stress hydrique.

Face à un niveau d'endettement toujours préoccupant, Codelco reporte certains investissements et revoit sa stratégie

Le 21 juillet, Bernardo Fontaine, nommé en mai à la présidence du conseil d'administration de Codelco par le président José Antonio Kast, a annoncé le report d'une large partie du plan d'investissements de l'entreprise publique. Estimé à environ 34 Mds USD, ce plan couvre le portefeuille de projets prévu pour les cinq prochaines années et notamment les projets engagés dans les divisions historiques du groupe afin de compenser la baisse des teneurs des minerais et de prolonger la durée de vie des principaux gisements. Selon B. Fontaine, Codelco ne dispose pas des capacités financières nécessaires pour mener à bien l'ensemble de ces investissements : sa capacité d'autofinancement étant estimée à environ 2 Mds USD par an, soit 10 Mds USD sur la période.

Cette décision s'appuie sur un diagnostic de la situation financière du groupe, que le nouveau conseil d'administration juge préoccupante. Un rapport que celui-ci a commandé, dont les conclusions ont été exposées le 15 juillet devant la commission des Mines et de l'Énergie du Sénat, indique que les 7,0 Mds USD d'excédents versés par Codelco à l'État entre 2022 et 2025 ont été financés par 8,7 Mds USD d'endettement supplémentaire, alors même que le cours du cuivre était en moyenne supérieur d'environ 30 % à celui de la période précédente. Sur la même période, les charges d'exploitation du groupe ont augmenté de 42 % tandis que la production reculait. La dette brute de Codelco atteignait par ailleurs 26,3 Mds USD à la fin de l'année 2025, en hausse de 50 % par rapport à 2021.

Dans ce contexte, la nouvelle direction entend revoir en profondeur la stratégie du groupe, alors qu'en 2025 Codelco cédait à l'anglo-australien BHP son rang de premier producteur mondial de cuivre. L'entreprise indique qu'elle privilégiera la rentabilité aux volumes de production, renonçant à l'objectif, fixé en 2019, de porter la production totale, filiales comprises, à 1,7 million de tonnes à l'horizon 2030. Selon B. Fontaine, les projets d'investissement seront hiérarchisés en fonction de leur rentabilité attendue. La cession de participations minoritaires dans des actifs non exploités directement par Codelco, notamment dans El Abra et Quebrada Blanca, est également à l'étude, tout comme un recours accru à des partenariats avec des acteurs

privés et une éventuelle réorganisation du groupe sous la forme d'une holding. Le capital de Codelco demeurera toutefois intégralement détenu par l'État. Les orientations détaillées de cette nouvelle stratégie doivent être présentées en octobre.

Cuivre : le Chili entend réduire sa dépendance à la Chine

Le ministre des Affaires étrangères chilien, Francisco Pérez Mackenna, a annoncé ce mercredi 22 juillet à Singapour, lors du Sustainable Business Summit organisé par Bloomberg, l'ambition du Chili d'attirer environ 100 Mds USD d'investissements dans sa filière cuivre au cours de la prochaine décennie. Alors que la demande mondiale devrait être soutenue par le développement des centres de données dédiés à l'intelligence artificielle, M. Pérez Mackenna a particulièrement souligné la nécessité de diversifier les débouchés du cuivre chilien, afin de réduire la dépendance du pays à l'égard de la Chine. La Chine, premier partenaire commercial du Chili, est aussi son principal acheteur de cuivre (52 % de la valeur des exportations chiliennes du métal rouge était destinée au marché chinois en 2025). Le cuivre représentant plus de la moitié des exportations chiliennes en valeur, le Chili se trouverait très exposé en cas de ralentissement de l'économie chinoise ou de regain de tensions géopolitiques et commerciales.

Le ministre poursuit le travail de diversification des marchés pour le cuivre chilien, avec notamment des négociations en cours avec l'Inde sur un accord de libre-échange. Il anticipe que la demande de cuivre se diversifiera géographiquement, en raison des besoins liés à la construction des centres de données et plus largement à la transition énergétique et les enjeux de décarbonation des économies (construction de réseaux électriques, véhicules électriques...).

Le rééquilibrage des débouchés supposera toutefois un renforcement des capacités nationales de raffinage. La part du concentré dans les exportations chiliennes de cuivre est passée de 52 % en 2022 à 65 % en 2025. En 2025, le concentré représentait 84 % de la valeur des exportations chiliennes de cuivre à destination de la Chine. Les capacités industrielles chiliennes en matière de raffinage sont vieillissantes, avec plusieurs fermetures de fonderies ces dernières années. Un sujet de préoccupation pour le pays, qui peine à trouver des investissements pour moderniser ses fonderies, et ce à l'heure où les États-Unis,

deuxième importateur de cuivre chilien, se fournissent désormais presque exclusivement en cuivre raffiné.

PARAGUAY

Un excédent commercial retrouvé au S1 2026, porté par l'essor des exportations

Au premier semestre 2026, la balance commerciale du Paraguay a dégagé un excédent de 746,6 M USD, sous l'effet d'une hausse des exportations nettement supérieure à celle des importations. Cette performance marque une amélioration notable de la position extérieure du pays, qui n'avait plus enregistré d'excédent commercial depuis le premier semestre 2024, retrouvant son plus haut niveau depuis le S1 2023.

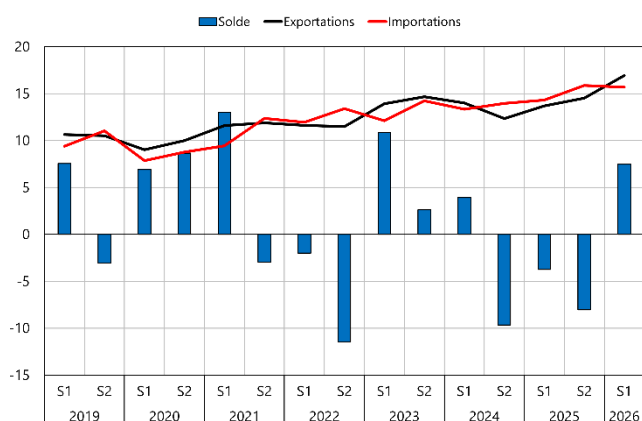
Les exportations totales ont atteint 10 162 M USD, soit une progression de +23,6 % par rapport au premier semestre 2025. Cette dynamique est portée par les exportations de production nationale, qui représentent 64,5 % du total, notamment par celles de viande (15 % du total). Les réexportations, quant à elles, pèsent 25,6 % du total et bondissent de +85,3 %, confirmant le rôle persistant du Paraguay comme plateforme de transit régional. L'Argentine s'affirme comme premier partenaire du pays, avec une progression de +84 % en g.a. soit +42,3 % des exportations. L'Uruguay suit avec une hausse de +88 %, tandis que la Chine s'impose de plus en plus comme partenaire commercial, avec une progression de +93,9 %, malgré un volume encore marginal.

Les opérations soumises au régime de Maquila (un dispositif permettant à des entreprises étrangères de produire ou de fournir des services dans le pays avec des avantages fiscaux et douaniers, sous condition d'exportation) affichent une croissance solide de +29,6 %, à 716,7 M USD, confirmant l'attractivité continue de ce mécanisme pour les chaînes de valeurs régionales. Du côté des importations, la progression a été plus contenue, à +9,4 % en g.a., portant le total à 9 416 M USD. Les achats de véhicules automobiles progressent de +42,7 %, et ceux de machines de traitement de données de +62,9 %.

Dans l'ensemble, l'écart de rythme entre une croissance des exportations supérieure à +20 % et une progression des importations limitée confirme que l'amélioration du solde commercial repose avant tout sur la performance du secteur

exportateur, et non sur un ralentissement de la demande d'importation.

Graphique : Évolution de la balance commerciale



Sources : Banque centrale du Paraguay, SER de Buenos Aires

Fin des travaux du pont de la route Bioocéanique unissant le Paraguay et le Brésil

Initiés en 2022, les travaux du pont international de la route bioocéanique, construit sur le fleuve Paraguay, touchent à leur fin. L'ouvrage, qui relie désormais les localités de Carmelo Peralta, au Paraguay, et de Puerto Murtinho, au Brésil, a été financé par la centrale hydraulique paraguay-brésilienne Itaipú Binacional, pour un montant total de 100 M USD. Avec ses 1200 mètres de longueur et ses quatre voies de circulation, ce pont figure aujourd'hui parmi les plus vastes d'Amérique du Sud.

Ce pont constitue un maillon essentiel du projet de Corridor Bioocéanique qui vise à connecter les océans Pacifique et Atlantique par voie terrestre et ainsi offrir une alternative logistique au canal de Panama. Traversant l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Paraguay, ce corridor, qui s'étend sur plus de 3 200 kilomètres vise à réduire les délais et les coûts de transport entre les pôles de production situés à l'intérieur du continent et les ports se trouvant sur les côtes maritimes, tout en offrant un meilleur accès aux marchés asiatiques. La nouvelle

infrastructure permettra de favoriser l'acheminement des marchandises par les routes terrestres plutôt que par voies fluviales, qui impliquent des temps d'attente, des restrictions opérationnelles et une exposition accrue aux conditions météorologiques affectant la régularité du service.

URUGUAY

93 % de l'approvisionnement énergétique uruguayen issu des énergies renouvelables au S1 2026

93 % de la production énergétique uruguayenne était issue des énergies renouvelables au premier semestre 2026, confirmant la position de l'Uruguay comme pays pionnier en matière de transition énergétique. En première place, la production d'hydroélectricité (42 %) constituait la majeure partie de l'approvisionnement, suivie de l'énergie éolienne (32 %), la biomasse (15 %), l'énergie thermique (7 %) et l'énergie solaire (4 %). Au total, la production d'énergies renouvelables a dépassé les 6 400 GWh sur six mois. Cette performance place l'Uruguay juste derrière le Paraguay (99,5 % issu de sources renouvelables) et devant des pays comme le Costa Rica ou l'Équateur.

L'enjeu pour les prochaines années sera de diversifier davantage le mix énergétique, en renforçant la part du solaire pour réduire la dépendance aux sources d'origine hydriques face au changement climatique. Dans ce contexte, l'entreprise uruguayenne UTE a annoncé en mai 2026 un plan d'augmentation des capacités de production d'énergie solaire, dont l'objectif est fixé à 600 MW d'ici 5 ans, contre 350 MW aujourd'hui.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr